

PELIARQ

Boîte à outils d'orientation pour les opportunités d'internationalisation dans les pays du Levant

Version 1, mai 2022



Promoting European-Levantine Internationalisation and Automatic Recognition of Qualifications





À propos de PELIARQ

PELIARQ « Promoting European-Levantine Internationalisation and Automatic Recognition of Qualifications » (Promouvoir l'internationalisation euro-levantine et la reconnaissance automatique des certifications) fait la promotion des opportunités d'internationalisation des universités européennes dans les pays du Levant et d'une meilleure reconnaissance des certifications et de la transparence des systèmes éducatifs en Europe.

Le projet est financé par le programme Erasmus+ de l'Union européenne sur la période allant de septembre 2020 à août 2022

PELIARQ est mis en œuvre par :

- UK NARIC, ECCTIS Limited
- UNIMED – Union des Universités de la Méditerranée (Italie)
- Malta Further and Higher Education Authority (MFHEA – Autorité maltaise de l'enseignement supérieur et supérieur)

Licence



Ce travail est réalisé sous licence Creative Commons Attribution 4.0 International License (CC BY 4.0).

Mentions légales



Le soutien de la Commission européenne à la production de cette publication ne constitue pas une approbation du contenu qui reflète uniquement les opinions des auteurs, et la Commission ne peut être tenue responsable de l'utilisation qui pourrait être faite des informations qui y sont contenues.

Numéro de projet : 2020-1-UK01-KA203-079107



Table des matières

Table des matières	2
Auteurs	4
Coauteurs	4
Remerciements	4
Liste des acronymes	5
Introduction	6
Raison d'être de ces orientations et méthodologie	8
Pourquoi cette boîte à outils d'orientation ?	8
À qui s'adresse cette boîte à outils d'orientation ?	9
Méthodologie de conception de la boîte à outils d'orientation	9
Comment utiliser cette boîte à outils d'orientation ?	10
Défis à relever dans le processus d'internationalisation de l'enseignement supérieur dans la région du Levant	12
Structure de la boîte à outils d'orientation pour les opportunités d'internationalisation dans les pays du Levant	14
Quelle est la situation du système d'enseignement Supérieur en Jordanie, au Liban et en Syrie ?	15
L'enseignement supérieur en Jordanie	15
L'enseignement supérieur au Liban	16
L'enseignement Supérieur en Syrie	18
Quelles sont les activités d'internationalisation en cours dans les pays du Levant ?	21
L'internationalisation de l'enseignement supérieur en Jordanie	21
L'internationalisation de l'enseignement supérieur au Liban	23
L'internationalisation de l'enseignement Supérieur en Syrie	25
Projets antérieurs, exemples stimulants et références supplémentaires	27
Projets antérieurs	27
Exemples stimulants	28
Références supplémentaires	33
Mobilité dans les pays du Levant	35
Se rendre dans les pays du Levant	35





<u>Aller en Europe</u>	35
<u>Flux de mobilité entrant et sortant de Jordanie</u>	36
<u>Flux de mobilité entrant et sortant du Liban</u>	36
<u>Flux de mobilité entrant et sortant de la Syrie</u>	36
<u>Comment sont financées les activités d'internationalisation ?</u>	38
<u>Quels sont les principaux acteurs de la coopération entre l'Europe et le Levant ?</u>	39
<u>Domaines d'intérêt pour les EES du Levant</u>	40
<u>Les voies à suivre</u>	41
<u>Les opportunités ouvertes par la dimension numérique de l'enseignement</u>	41





Auteurs

Cristina Stefanelli, UNIMED
Martina Zipoli, UNIMED

Coauteurs

Katherine Latta, UK ENIC, Ecctis Ltd
Rebeca Cruz, UK ENIC, Ecctis Ltd
Stefan Sant, MFHEA
Alan Cauchi, MFHEA

Remerciements

Un remerciement spécial à tous les contributeurs qui nous ont rejoint dans notre parcours et qui ont pris le temps de répondre à nos questions, de réaliser des entretiens et de partager des références avec nous. Un remerciement supplémentaire à tous les amis critiques qui ont pris le temps d'examiner nos résultats pour en améliorer la qualité. Chacun des contributeurs a apporté une contribution essentielle pour que ce guide ressemble à ce qu'il est.

Contributeurs

-
-
-
-
-

Amis critiques

-
-
-
-
-





Liste des acronymes

COIL : Collaborative Online International Learning (Apprentissage international collaboratif en ligne)

DGHE : Directorate General of Higher Education (Direction Générale de l'Enseignement Supérieur)

EEES : Espace européen de l'enseignement supérieur

UE : Union Européenne

ES : Enseignement Supérieur

EES : Établissement d'Enseignement Supérieur

ICM : International Credit Mobility (Mobilité internationale des crédits)

TIC : Technologies de l'Information et des Communications

IRO : International Relations Office (Bureau des relations internationales)

MEHE : Ministry of Education and Higher Education (Ministère de l'Education Nationale et de l'Enseignement Supérieur)

AQ : Assurance Qualité

EFTP : Enseignement et formation techniques et professionnels

UNESCO : United Nations Educational, Scientific and Cultural Organization (Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture)





Introduction

Le projet PELIARQ, Promoting European-Levantine Internationalisation and Automatic Recognition of Qualifications (Promouvoir l'internationalisation euro-levantine et la reconnaissance automatique des certifications), vise à aider les établissements d'enseignement supérieur (ES) de l'UE à établir des liens améliorés avec les systèmes éducatifs des pays du Levant (en particulier la Jordanie, le Liban et la Syrie) et à les comprendre. Le projet vise à ce que l'orientation soit utile aux EES de toute l'Europe. L'impact attendu est de contribuer à de nouveaux liens et partenariats entre les EES européens et la région. Cette boîte à outils d'orientation devrait rendre les activités d'internationalisation dans les pays du Levant plus claires et plus faciles pour les EES européens. À son tour, cela a le potentiel de générer un impact direct sur les étudiants et le personnel des EES européens qui bénéficieront de la collaboration renforcée avec des collègues des pays du Levant. Cela aura également un impact dans les pays du Levant, améliorant les liens des EES de la région avec leurs homologues européens.

Les activités d'internationalisation stratégique sont la pierre angulaire d'un système d'enseignement supérieur de classe mondiale. Les universités européennes doivent être à la pointe de l'internationalisation pour offrir des opportunités exceptionnelles d'enseignement supérieur à leurs étudiants et des opportunités pour le personnel de développer des recherches de pointe. Dans le même temps, la capacité à comprendre les systèmes éducatifs internationaux et les cadres de certification est un catalyseur crucial pour les universités qui cherchent à recruter les meilleurs étudiants et personnels du monde entier.

Selon les chiffres de l'UNESCO, la première destination de la mobilité étudiante issue du Liban se trouve dans l'UE (France), le Royaume-Uni étant en cinquième position et les pays de l'EEES représentant 10 des 20 premières destinations. De plus, 9 des 20 premières destinations pour les étudiants jordaniens se trouvent également dans l'EEES, tandis que pour la Syrie, la première destination est la Turquie, 10 des 20 premières destinations se trouvant dans l'EEES. Il est donc nécessaire que les institutions de l'UE et de l'EEES comprennent mieux les systèmes éducatifs dont ces étudiants sont issus.

En outre, alors que l'internationalisation dans le pays et au sein de l'UE est bien établie, d'autres régions continuent d'avoir besoin d'informations et d'un soutien supplémentaire. Afin de s'assurer que ces stratégies ont le maximum de succès et d'impact, les EES ont besoin d'orientations claires sur les opportunités disponibles dans des régions spécifiques et sur la manière dont ces opportunités peuvent être maximisées. Il est nécessaire d'identifier les obstacles à l'internationalisation (tels que les problèmes réglementaires) et la manière dont ils peuvent être surmontés, ainsi que tous les catalyseurs particulièrement pertinents pour les opportunités disponibles, tels que l'utilisation de la technologie pour soutenir l'internationalisation, le soutien aux initiatives public-privé, le degré d'alignement des niveaux d'enseignement entre les systèmes et la reconnaissance des acquis pour faciliter la transition





de l'apprentissage entre les différents EES. La nature et la structure des dispositifs d'assurance qualité sont également déterminants pour soutenir à la fois l'internationalisation et une compréhension claire des systèmes éducatifs de la région.

Le projet PELIARQ est financé par le programme Erasmus+ de l'Union européenne sur la période allant de septembre 2020 à août 2022





Raison d'être de ces orientations et méthodologie

La raison d'être de la **Boîte à outils d'orientation pour les opportunités d'internationalisation dans les pays du Levant** est de soutenir les opportunités d'internationalisation entre les établissements d'enseignement supérieur (EES) en Europe et leurs homologues du Levant, à savoir en Jordanie, au Liban et en Syrie. La boîte à outils d'orientation comprend des conseils sur le développement de partenariats, la mobilité des étudiants et du personnel, les arrangements éducatifs transfrontaliers, entre l'UE et les institutions levantines, et des conseils sur la prestation d'un apprentissage en ligne/mixte, compatible avec les exigences régionales de reconnaissance et d'accréditation. La boîte à outils d'orientation est divisée en sous-thèmes liés à différents types d'opportunités d'internationalisation, y compris des aperçus de pays. La boîte à outils d'orientation est également développée sous la forme d'un **outil interactif**, à diffuser dans toute l'Europe pour promouvoir une coopération accrue entre les établissements d'enseignement supérieur en Europe et dans le Levant, pour le bénéfice mutuel des stratégies d'internationalisation. Il vise à démontrer l'éventail des options d'internationalisation disponibles pour les universités européennes à la recherche de liens avec des institutions du Levant.

Il existe une vaste littérature sur l'internationalisation de l'enseignement supérieur, car le sujet est d'un intérêt primordial pour les décideurs politiques, les éducateurs et les dirigeants. Les performances économiques sont en effet affectées par les flux transfrontaliers croissants de connaissances, de travailleurs et d'étudiants ; tout en reflétant la volonté des nations de s'internationaliser. Bien que les universités soient internationales depuis l'Antiquité, la mondialisation a apporté de nouveaux environnements dans lesquels les universités peuvent opérer, et de plus en plus, les universités du monde entier essaient d'internationaliser leurs opérations et de se connecter les unes aux autres.¹ Alors que de nombreuses activités ont été mises en œuvre dans le sens de la coopération avec la région, il n'y a pas eu jusqu'à présent de projet axé spécifiquement sur les besoins des établissements d'enseignement supérieur de l'UE, renforçant leur connaissance et leur compréhension des trois systèmes, et les aidant à saisir les opportunités d'internationalisation qui s'offrent à vous. L'accent mis sur les institutions de l'UE et leur besoin d'informations et d'orientation en fait une boîte à outils innovante.

Pourquoi cette boîte à outils d'orientation ?

La boîte à outils d'orientation est conçue pour répondre aux questions les plus courantes des EES européens tout en souhaitant coopérer avec leurs homologues du Levant. La boîte à

¹ J. Vardhan, Internationalisation, and the Changing Paradigm of higher education in the GCC Countries, SAGE Open. (Internationalisation et changement de paradigme de l'enseignement supérieur dans les pays du CCG, SAGE Open.) Avril 2015. DOI:10.1177/2158244015580377





outils d'orientation veut faciliter la coopération et encourager les relations entre les EES des deux régions. La boîte à outils vise à répondre aux questions suivantes :

- Vous voulez en savoir plus sur les systèmes d'enseignement supérieur des pays du Levant ? Consultez les présentations des pays pour vous familiariser avec les secteurs de l'enseignement supérieur libanais, jordanien et syrien et ces pays en général.
- Vous souhaitez vous engager dans une coopération avec les pays du Levant ? Consultez nos sections traitant des principaux types d'activités d'internationalisation, des principaux acteurs de la région et des principaux domaines d'intérêt pour la coopération.
- Vous souhaitez en savoir plus sur les opportunités d'internationalisation avec la Syrie, le Liban ou la Jordanie ? Consultez la section des projets antérieurs pour vous inspirer, prendre connaissance des opportunités de financement et être conscient des défis potentiels à relever.
- Vous voulez en savoir plus sur les systèmes de reconnaissance au Levant ? Consultez nos conseils sur les certifications levantines, les cadres de certification et les systèmes de crédit.
- Vous avez besoin de conseils supplémentaires ? Consultez les lignes de coopération potentielles suggérées et nos recommandations pour la voie à suivre.

À qui s'adresse cette boîte à outils d'orientation ?

Le groupe cible de la boîte à outils d'orientation sont les admissions et le personnel des bureaux internationaux dans les EES européens. L'orientation est destinée aux EES européens à la recherche d'opportunités au Levant et/ou ayant besoin d'informations afin d'améliorer l'intégration des étudiants de la région dans l'Espace européen de l'enseignement supérieur.

Méthodologie de conception de la boîte à outils d'orientation

Afin de développer la boîte à outils d'orientation, les partenaires se sont engagés dans un certain nombre d'activités :

- a) Premièrement, une analyse approfondie des besoins a été menée, dans le but d'examiner les activités en cours dans la région et les projets ou activités complémentaires déjà en cours. Cela nous a permis d'identifier les projets actuels et passés pertinents pour le développement de la boîte outils d'orientation, d'identifier les parties prenantes et les répondants potentiels et de définir un certain nombre de questions de recherche.





- b) Deuxièmement, une recherche documentaire a été effectuée pour collecter des données secondaires. Une liste complète de sources a été identifiée pour recueillir des informations sur les systèmes d'ES du Levant.
- c) Troisièmement, les partenaires ont procédé à l'engagement des parties prenantes et à la collecte de données de source primaire, en interrogeant les EES européens sur leur connaissance de la région, les activités d'engagement actuelles et les intérêts pour une collaboration future ; les EES du Levant sur leurs activités actuelles impliquant des EES européens ; les acteurs pertinents pour l'internationalisation des EES de l'UE au Levant. Au total, 57 sondages ont été recueillis durant la période de mai à septembre 2021.
- d) Enfin, des entretiens semi-directifs ont été réalisés pour clarifier les informations recueillies et affiner la boîte à outils d'orientation. Au total, 8 entretiens ont été menés avec des universités de Jordanie (3 EES), du Liban (3 EES) et de Syrie (2 EES) entre octobre et décembre 2021.

Après le processus de collecte de données, les partenaires ont développé et conçu la boîte à outils d'orientation, en examinant les informations collectées et en définissant la meilleure façon de présenter les données dans un format clair, interactif et lisible. Le contenu a été structuré de manière à présenter des informations et des ressources utiles, attrayantes et fonctionnelles. Une attention particulière est portée à la durabilité de la production. Un cycle de validation a été mené avec les bien nommés amis critiques des universités européennes pour recevoir les commentaires des membres des groupes cibles de l'orientation. Les examinateurs ont été invités à remplir un modèle pour évaluer la pertinence, l'exactitude, l'exhaustivité et la clarté du document, ainsi que pour partager des références et des contributions supplémentaires afin d'améliorer le résultat.

Comment utiliser cette boîte à outils d'orientation ?

La boîte à outils d'orientation existe dans deux formats différents :

- Une version document (PDF) pour consultation, où un ensemble d'informations sont présentées dans un format lisible pour fournir au lecteur une vue d'ensemble sur les systèmes d'enseignement supérieur de la Jordanie, du Liban et de la Syrie, mettant l'accent sur les priorités, les opportunités et les acteurs de l'internationalisation et tendances
- Une version interactive, bientôt disponible sur le site du projet www.peliarg.net, pour permettre aux utilisateurs de visiter librement les différentes sections, de rechercher une information sélectionnée, d'accéder au Forum et d'échanger avec leurs pairs des EES européennes et levantines.







Défis à relever dans le processus d'internationalisation de l'enseignement supérieur dans la région du Levant

Ci-dessous vous trouverez une liste des défis posés par la région du Levant dans les activités d'internationalisation. Cette boîte à outils vise à apporter une réponse à certains de ces défis, et il est important que les EES tiennent compte de ces facteurs lors de la conception de leurs initiatives de collaboration. Selon cette étude, les défis perçus par les EES européens et levantins sont :

✓ Les universités de l'UE sont rarement familiarisées avec les systèmes ES du Levant dans leur ensemble. En outre, malgré certaines similitudes et la proximité géographique, la situation varie fortement d'un pays à l'autre ce qui nécessite l'examen de chacun d'entre eux.

★ La boîte à outils d'orientation donne un aperçu des secteurs de l'enseignement supérieur des 3 pays.

✓ Le système d'équivalence de certification est inconnu/peu clair.

★ Le Guide sur les certifications, les cadres de certification et les systèmes de crédit levantins fournit des informations et des conseils sur les différents systèmes appliqués.

✓ Manque d'informations sur le nombre et le type d'établissements d'enseignement supérieur dans la région, et sur les principaux éléments du secteur ES.

★ La boîte à outils fournit un aperçu des secteurs ES des 3 pays et une liste des principaux acteurs dans les pays, y compris des références aux ES. La boîte à outils se veut un instrument permettant aux EES européens de collaborer potentiellement avec tous les EES du pays.

✓ Les EES européens perçoivent ces pays comme peu sûrs pour la mobilité des étudiants et peu attractifs en termes d'activités de recherche et d'enseignement pour le personnel.





★ La boîte à outils comporte des sections dédiées aux flux de mobilité, entrants et sortants, et aux projets passés. Ceux-ci peuvent servir d'inspiration pour les activités futures. En outre, il fournit un certain nombre d'informations pratiques comme référence pour la planification des modalités de mobilité de la manière la plus efficace, la plus sûre et la plus appropriée.

✓ Manque de canaux de communication pour faciliter la mobilité et l'échange de connaissances.

★ La boîte à outils comprend une liste des parties prenantes de la région avec leurs principaux contacts et un forum en ligne permettant aux EES d'Europe et du Levant de se connecter.

✓ Les universités peuvent être disposées à conserver leurs anciens partenaires et peuvent avoir un intérêt limité pour les nouveaux partenaires et la collaboration.

★ La boîte à outils et le projet PELIARQ en général ont pour objectif principal de faciliter et d'élargir la coopération entre les EES européens et levantins.

✓ Les projets et initiatives dépendent principalement de financements externes.

★ Bien que la boîte à outils ne puisse pas résoudre la question des initiatives de financement, elle donne un aperçu des principaux régimes de financement qui visent à financer la coopération internationale.
Structure de la boîte à outils d'orientation pour les opportunités d'internationalisation au Levant



Structure de la boîte à outils d'orientation pour les opportunités d'internationalisation dans les pays du Levant

La boîte à outils d'orientation est structurée comme une base de données d'informations conviviale et facilement accessible qui, potentiellement, facilite la coopération entre les EES européen et les EES en Jordanie, au Liban et en Syrie. Pour le confort des utilisateurs, il est structuré comme suit :

8 choses que vous devez savoir pour vous engager dans une coopération avec des établissements d'enseignement supérieur en Jordanie, au Liban et en Syrie.

1. Quelle est la situation du **système d'enseignement supérieur** en Jordanie, au Liban et en Syrie ?
2. Quelles sont les **activités d'internationalisation** en cours en Jordanie, au Liban et en Syrie ?
3. **Projets** antérieurs, **exemples stimulants** et **références supplémentaires**
4. **Mobilité** dans les pays du Levant
5. Comment sont **financées** les activités d'internationalisation ?
6. Quels sont les principaux **acteurs** de la coopération entre l'Europe et le Levant ?
7. **Domaines d'intérêt** des EES du Levant
8. Les **voies à suivre**

Les paragraphes suivants des documents rapportent les informations pour chacune des questions/sujets susnommés afin de fournir des orientations pour les activités d'internationalisation.



Quelle est la situation du **système d'enseignement Supérieur** en Jordanie, au Liban et en Syrie ?

L'enseignement supérieur en Jordanie²

31 EES dans le pays	10 publics	19 privés	2 établissements régionaux
280 000 étudiants – données 2018-2019	54 % de femmes	10 % d'étudiants étrangers	
Diplômes délivrés : Licence, Master, Doctorat			
Langues de l'enseignement	Arabe	Anglais	
Cadre législatif fiable pour les ES			

Les ES en Jordanie jouent un rôle clé remarquable dans le processus de développement global à différents niveaux et dans différents domaines. Malgré des ressources financières et humaines limitées, l'ES s'inscrit dans les priorités nationales en matière de promotion du niveau économique, social et de connaissances des citoyens jordaniens. L'enseignement universitaire a été initié par la création de l'Université de Jordanie en 1962, suivie de la création de l'Université Al-Ahliyya Amman en 1989, la première université privée de Jordanie. En 2022, il existe quatre types d'EES en Jordanie, pour un total de 31 universités, dont 10 sont publiques, 19 privées et 2 sont des institutions régionales (l'Université mondiale des sciences et de l'éducation islamiques et l'Arab Open University), et 44 sont des centres universitaires. Les EES publiques dépendent des frais de scolarité et reçoivent un financement partiel du gouvernement, tandis que les universités privées sont gérées et financées par plusieurs parties (individus et entreprises). Toutes les universités sont soumises aux normes internationales d'accréditation et sont administrées par le Conseil de l'enseignement supérieur, le ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique et la Commission d'accréditation et d'assurance qualité des établissements d'enseignement supérieur.

² Ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique de Jordanie (<http://www.mohe.gov.jo/Default/En>)



Les EES des universités privées accueillent environ un quart de la population étudiante en Jordanie. Le nombre total d'étudiants en EES dépasse 280 000 (données de 2018-2019), dont 54 % sont des femmes. Le nombre d'étudiantes âgées de 20 à 39 ans diplômées de l'université a presque triplé entre 2000 et 2017, dépassant le nombre d'hommes diplômés au cours de la même période. En outre, plusieurs universités étrangères opèrent en Jordanie, des programmes d'universités étrangères sont liés à des établissements jordaniens et des programmes d'universités jordaniennes à des établissements de pays arabes voisins.

Au cours des deux dernières décennies, l'ES en Jordanie a connu un développement important et des progrès attestés par : a) le nombre croissant d'établissements d'enseignement supérieur ; b) le nombre d'étudiants inscrits, de professeurs, de membres administratifs et académiques ; c) le montant des dépenses et le soutien financier du gouvernement au secteur de l'ES. La progression du nombre d'universités s'est accompagnée d'une augmentation significative du nombre d'étudiants inscrits dans ces universités, dont 28 000 sur le total sont de nationalité arabe ou étrangère. Les universités jordaniennes offrent un large éventail de programmes d'études. Des cours en arabe et en anglais sont proposés dans de nombreuses universités jordaniennes.

En raison de l'évolution dans le secteur et afin de maintenir la qualité de l'ES, la phase suivante a nécessité une révision de la loi régissant les universités publiques et privées ainsi que le secteur de l'enseignement supérieur en général. Grâce à la « Loi sur l'enseignement supérieur n° (23), pour l'année 2009 » et à la « Loi sur les universités jordaniennes n° (20), pour l'année 2009 », les universités jordaniennes sont devenues plus indépendantes dans leur gestion administrative comme dans leur gestion financière [...]. En outre, le ministère de l'Enseignement supérieur s'est efforcé de combler le fossé entre les diplômés de l'enseignement supérieur et le marché du travail afin de répondre aux besoins actuels et futurs en personnel qualifié et spécialisé dans différents domaines de connaissance et pour compenser le manque de ressources dans la région, en renforçant les connaissances et l'efficacité des ressources humaines qualifiées. Dans l'ensemble de la région, le rôle éducatif de la Jordanie est devenu si efficace, au vu de la haute qualité de son système éducatif, que le pays est devenu le centre de l'attention et de l'admiration de toute la région, ce qui se reflète clairement dans le nombre d'étudiants étrangers, du monde entier, inscrits dans les universités jordaniennes.

L'enseignement supérieur au Liban³

³ L'enseignement supérieur au Liban, SPHERE (<https://supporthere.org/page/higher-education-lebanon>)

Fiche pays de l'Agence exécutive pour l'éducation, l'audiovisuel et la culture (EACEA) Liban (2017)





49 EES dans le pays	1 public		48 privés
60 % des étudiants libanais sont inscrits dans des universités privées			
Diplômes délivrés : Licence, Master, Doctorat			
Langues de l'enseignement	Arabe	Anglais	Français
Secteur de l'ES très diversifié		Structures solides pour l'internationalisation	

L'ES au Liban remonte au XIXe siècle lorsque l'Université américaine de Beyrouth (AUB) a été fondée en 1866 et l'Université de Saint Joseph (USJ) en 1875. L'Université libanaise (LU) est la seule université publique du pays et a été fondée en 1951. La plupart des 49 EES actuellement en activité au Liban ont été légalement établis à la fin des années 90, lorsque le secteur privé a prospéré dans une expansion soudaine et rapide à la suite de la guerre civile de 15 ans au Liban entre 1975 et 1990, qui a eu un impact très néfaste sur le secteur de l'enseignement supérieur du pays. La liberté et l'indépendance de l'enseignement supérieur libanais sont protégées par la Constitution.

Le ministère de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur (MEHE) est chargé de gérer l'ensemble de l'enseignement supérieur du pays. En 2002, une Direction générale de l'enseignement supérieur (DGHE) a été créée pour réglementer le secteur de l'enseignement supérieur privé et superviser et coordonner toutes les actions y afférentes. La DGHE est en charge des 48 établissements d'enseignement supérieur privés actuellement en activité dans le pays, tandis que la seule université libanaise d'État (UL) dispose d'une autonomie et de son propre système de gouvernance. La liberté de l'ES libanais est garantie par la Constitution. Selon l'article 10, chapitre 2 de la Constitution libanaise, « l'éducation est gratuite » et chaque communauté religieuse a le droit d'avoir ses propres écoles ou universités. En ce qui concerne les ES privés, jusqu'en 2014 le secteur était régi par une loi qui datait de 1960. Une nouvelle loi réglementant le secteur de l'enseignement supérieur privé libanais a été adoptée par le Parlement le 30 avril 2014 et est actuellement en phase de mise en œuvre.

Le secteur public de l'enseignement supérieur, représenté par l'Université libanaise (UL), est régi par sa propre loi, ses décrets et ses statuts sous la tutelle du MEHE et jouit d'un degré élevé d'indépendance et d'autonomie. D'autre part, le Liban a un secteur privé de l'enseignement supérieur très développé et important. Il représente plus de 60 % du total des effectifs étudiants dans l'enseignement supérieur. Le secteur est sous la tutelle du Ministère de l'Education Nationale et de l'Enseignement Supérieur à travers la Direction Générale de l'Enseignement Supérieur. En 2007, le gouvernement a adopté une nouvelle stratégie





nationale d'éducation dans laquelle une vision pour l'enseignement supérieur a été incluse. Elle vise une éducation de bonne qualité et accessible sur la base de l'égalité des chances ; l'éducation contribue à l'intégration sociale, au développement économique et à la création d'une société du savoir. Cette stratégie est restée sans plan d'action réalisable jusqu'en 2010 lorsque le MEHE a annoncé son plan d'action quinquennal pour l'enseignement général. En 2011, le nouveau ministre de l'Éducation nationale et de l'Enseignement supérieur a confirmé ce plan d'action. Des réalisations ont été faites dans certains de ces domaines : une nouvelle loi de réorganisation de l'Enseignement Supérieur privé a été adoptée en 2014, deux lois, une pour la création d'une Agence Nationale d'Assurance Qualité de l'ES et une autre pour la restructuration de la DGHE, ont été rédigés et sont depuis lors en phase finale de ratification au Parlement libanais.

L'enseignement Supérieur en Syrie⁴

31 EES dans le pays	8 publics	23 privés
En 2012-2013, environ 660 000 étudiants inscrits dans l'enseignement supérieur		En 2015, environ 450 000 syriens en âge d'être étudiant étaient devenus des réfugiés
Diplômes délivrés : Licence, Master, Doctorat		
Langue de l'enseignement	Arabe	Quelques cours sont dispensés en anglais/français
Les EES et la coopération internationale fortement impactées par la guerre civile		

L'enseignement supérieur en Syrie est régi par le ministère de l'Enseignement supérieur, qui est également responsable de l'élaboration, de la décision, de la mise en œuvre et de l'évaluation des politiques, lois et réglementations de l'enseignement supérieur. L'enseignement supérieur est régi par la loi universitaire n° 6 de 2006 et chaque établissement est établi par un décret présidentiel distinct. Comme les établissements d'enseignement supérieur ne peuvent fonctionner sans l'approbation du gouvernement, tous les établissements en activité sont supposés avoir une reconnaissance ou une accréditation formelle. Le système de l'ES syrien comprend en 2020 8 universités publiques et 23 universités privées. Les universités publiques ont longtemps dominé la scène de l'ES en

⁴ L'enseignement en Syrie, NUFFIC <https://www.nuffic.nl/en/education-systems/syria/higher-education>

L'état des lieux de l'enseignement supérieur syrien après 2011, Bureau de l'UNESCO à Beyrouth et UK NARIC (2020)





Syrie. L'enseignement dans la plupart des universités publiques est gratuit. Les étudiants peuvent obtenir un baccalauréat, une maîtrise ou un doctorat. Ils ne paient qu'une petite cotisation annuelle. La plupart des étudiants syriens étudient dans des universités publiques. Les quatre principales universités publiques syriennes sont Damas (créée en 1923), Alep (1958), Tishreen (1971) et Al Baath (1979). Outre les universités publiques, il existe des universités privées en Syrie depuis 2001. Les universités privées ont été autorisées pour la première fois à ouvrir en Syrie à la suite du décret présidentiel n° 36 en 2001 ; avant cela, aucune université privée n'était autorisée dans le pays. Le premier fournisseur privé a été l'Université de Kalamoon en 2003. Jusqu'à présent (2022), les universités privées n'étaient autorisées qu'à proposer des programmes de licence. Il existe également des instituts supérieurs, qui relèvent souvent de la tutelle d'une université publique ou du ministère de l'ES, proposant différents types de programmes en licence, master ou doctorat. Enfin, l'Université virtuelle syrienne a été créée en 2002 et propose des cours à distance entièrement dispensés en ligne. En effet, c'est la seule institution autorisée à dispenser un enseignement en ligne en Syrie.

Selon la loi, les titulaires d'un certificat d'études secondaires générales peuvent accéder à l'enseignement supérieur. Bien que tous les élèves titulaires d'un diplôme d'études secondaires générales soient garantis d'accès à l'enseignement supérieur, celui-ci est très compétitif. L'établissement dans lequel ils sont admis dépend des notes qu'ils obtiennent à l'examen du secondaire. Les établissements d'enseignement supérieur syriens peuvent proposer un enseignement supérieur professionnel et axé sur la recherche. Les étudiants peuvent poursuivre des études supérieures dans les universités publiques, privées et les instituts supérieurs. Les cours sont principalement dispensés en arabe bien que la maîtrise de l'anglais soit souvent requise, en particulier au niveau post-universitaire car la plupart des cours ont un enseignement en anglais.

Diverses initiatives de réforme ont été lancées au cours des années 2000 visant à « moderniser » l'enseignement supérieur syrien et à faire du secteur une partie intégrante de la stratégie nationale de libéralisation de l'économie. Dans le plan quinquennal 2006-2010, l'enseignement supérieur était considéré comme essentiel pour fournir des diplômés hautement qualifiés susceptibles d'améliorer la compétitivité nationale et de créer une économie nationale du savoir. Cependant, depuis l'éruption des manifestations en Syrie en mars 2011 et la guerre civile qui a suivi, les EES ont été soumis à de multiples tensions dans un environnement de conflit complexe et en évolution rapide. Parmi les défis à la survie du secteur de l'ES : niveaux élevés d'insécurité, déplacements massifs, économie de guerre et guerre de siège, pour n'en citer que quelques-uns. Bien plus que la quantité de l'enseignement supérieur, les conflits ont eu un impact sur la qualité. D'abord et avant tout, la fuite des cerveaux des membres du corps professoral en Syrie : bon nombre des professeurs les plus qualifiés sont partis, remplacés par du personnel beaucoup moins qualifié. Les EES souffrent également du manque d'équipements et d'infrastructures détruites, qui se sont considérablement effondrées, limitant à la fois les capacités d'enseignement et de recherche (les laboratoires sont à peine équipés pour la recherche). La corruption et le manque de





financement aggravent le scénario pour les EES syrien. Avant le déclenchement de la guerre en 2011, le British Council et le PNUD travaillaient sur des plans visant à établir un système d'assurance qualité et un cadre national de certification, mais ceux-ci ont été reportés en raison du conflit.



Quelles sont les **activités d'internationalisation** en cours dans les pays du Levant ?

L'internationalisation de l'enseignement supérieur en Jordanie⁵

Points forts

- La plupart des EES enseignent en anglais et ont un programme cohérent avec les normes internationales. Les versions anglaises des sites Internet institutionnels sont généralement disponibles.
- Bonne coopération en sciences dures et recherche sur l'agenda d'internationalisation des universités.
- Une politique et une agence d'AQ existent pour les EES, ce qui a contribué à la qualité de l'enseignement et à l'amélioration du classement international des universités, perçu comme un moyen de promouvoir la recherche internationale.
- La stabilité du pays par rapport aux autres pays de la région.
- Les EES jordaniens sont disposés à développer des diplômes conjoints et davantage de programmes doctoraux conjoints, ainsi qu'à conclure des accords pour la cotutelle de doctorants.
- Grande expérience de nombreux EES jordaniens avec le programme Erasmus+.
- Les EES doivent travailler à renforcer l'esprit d'entreprise et la capacité à dialoguer avec le secteur privé.

Les universités jordaniennes veulent se hisser au niveau des universités de classe mondiale en offrant aux étudiants un enseignement et une expérience d'apprentissage de qualité, en adoptant des programmes de recherche, en produisant et en diffusant des connaissances et en intégrant une approche d'apprentissage tout au long de la vie pour contribuer à la qualité des communautés locales, régionales et internationales. Être international et être reconnu au niveau international a en effet été une priorité pour la plupart des EES du pays, dans le but général de devenir compétitif et de dispenser un enseignement de haute qualité conforme aux normes internationales. Les universités jordaniennes ont accru leur attractivité dans la région, grâce au processus de modernisation engagé ces dernières années, ainsi que leur notoriété en Europe, en Afrique et en Asie. Après plus d'une décennie de projets de coopération et d'actions de renforcement des capacités, les EES jordaniens sont désormais considérés

⁵ *L'internationalisation de l'enseignement supérieur en Méditerranée, Tendances actuelles et perspectives, Union pour la Méditerranée.*



comme des acteurs expérimentés et fiables. L'Université de Jordanie et l'Institut jordanien des sciences et technologies sont considérés parmi les meilleures institutions du monde arabe. Concernant la mobilité académique, la Jordanie s'est imposée dans la région sud-méditerranéenne comme une destination privilégiée, grâce à la qualité et l'attractivité de l'ES, et la stabilité du pays au fil des années par rapport aux autres pays du MENA.

Un accent particulier est désormais mis sur l'internationalisation de la recherche, qui pourrait être la nouvelle fenêtre ouverte pour les universités jordanienes, à travers le développement de programmes de recherche et de diplômes conjoints avec des homologues internationaux, et le développement de nouveaux programmes doctoraux. Aussi, la Commission européenne reconnaît la Jordanie comme l'un des acteurs les plus prometteurs des pays arabes pour la recherche.

De 2015 à 2020, les universités jordanienes ont participé à 53 projets financés par le programme Erasmus+ de l'Union européenne, (contre 210 projets financés pour l'ensemble de la région sud-méditerranéenne). Les universités jordanienes ont participé en qualité de coordonnatrices de 16 projets, ce qui est un résultat exceptionnel par rapport aux pays voisins.

Dans un contexte où les fonds sont limités mais où la politique nationale a toujours été favorable, l'engagement des universités a été le véritable moteur. Les universités ont montré un grand engagement à établir des relations internationales, à collaborer davantage avec des instituts du monde entier, à envoyer et recevoir des étudiants et du personnel, à s'engager dans des projets de coopération, etc. Historiquement, la Jordanie avait des liens principalement avec les États-Unis et avec le Royaume-Uni, mais ces dernières années, les États membres de l'UE ont ouvert les portes à un plus large éventail de possibilités grâce à leurs programmes, multipliant les accords de coopération avec presque tous les États membres européens, en particulier avec l'Allemagne, Espagne et Italie. Bien que la Constitution de la Jordanie stipule que la langue arabe est la langue officielle d'enseignement et d'apprentissage, dans la pratique, dans la plupart des universités, l'enseignement se fait en anglais, en particulier dans les sciences dures.



L'internationalisation de l'enseignement supérieur au Liban⁶

Points forts

- Pleine autonomie des établissements d'enseignement supérieur.
- Des bureaux de relations internationales et des bureaux d'assurance qualité existent dans la plupart des universités, le personnel est bien formé et expérimenté dans la coopération internationale.
- Le système de l'ES fonctionne en 3 langues (EN, FR, AR), facilitant la mobilité dans les deux sens.
- Des versions anglaise et/ou française des sites institutionnels sont disponibles.
- Forte interaction avec les grandes organisations internationales.
- Certaines universités libanaises sont en tête des classements internationaux des EES.
- Le Liban peut servir de pont culturel entre l'Europe et le Moyen-Orient.
- De nombreux diplômes conjoints et doubles diplômes sont déjà en place.
- Coexistence des systèmes de crédit européen et américain.
- Aucune législation reconnaissant l'enseignement en ligne n'est en place.
- Système très bureaucratique qui peut entraver les collaborations.

L'internationalisation de l'ES au Liban est un processus historique et une évolution naturelle, et a été principalement le résultat d'initiatives d'établissements d'enseignement supérieur individuels, ainsi que le soutien de gouvernements étrangers, d'organisations supranationales et de politiques internationales, plutôt que la conséquence de la législation nationale. En outre, la diaspora libanaise a abouti à une composition multinationale du peuple libanais à la maison et à l'étranger, et la coopération internationale a été considérée comme un moyen de ramener les émigrés libanais à leurs racines. Le contexte culturel diversifié et ouvert et le haut degré d'autonomie dont jouissent les universités libanaises ont attiré au fil des décennies de nombreux étudiants étrangers et de nombreuses universités étrangères. En revanche, un processus de développement aussi diversifié, associé à un rôle passif et mineur de l'État libanais, a généré un secteur de l'ES qui semble fragmenté, confus, influencé par les pays étrangers et fortement dépendant de la stratégie individuelle de chaque EES.

Les EES rassemblent une unique université publique, l'Université libanaise, et 49 établissements d'enseignement supérieur privés actuellement en activité dans le pays. La plupart des universités ont des affiliations étrangères ou religieuses, nées de liens historiques. En général, les universités disposent d'une autonomie totale pour concevoir leurs programmes, choisir la langue d'enseignement et s'engager dans des partenariats

⁶ *L'internationalisation de l'enseignement supérieur en Méditerranée, Tendances actuelles et perspectives, Union pour la Méditerranée.*



internationaux. Dans ce contexte, les EES font beaucoup pour renforcer leur dimension internationale pour devenir des acteurs régionaux. La majorité des universités au Liban ont un plan stratégique qui inclut l'internationalisation comme élément central. L'engagement stratégique se traduit dans la plupart des cas par la nomination d'un vice-recteur aux affaires internationales, la création d'un Bureau des relations internationales (IRO) pour coordonner les activités institutionnelles et éventuellement l'implication de différents personnels académiques et administratifs dans chaque faculté dans une ou une autre initiative comme référence supplémentaire pour l'internationalisation. Le personnel travaillant dans les IRO est généralement très bien formé.

La langue d'enseignement autre que l'arabe est dans 90 % des cas l'anglais ou le français, et parfois (comme pour l'Université libanaise) les deux langues sont utilisées pour dispenser les cours, de sorte que le système de l'ES fonctionne essentiellement en 3 langues. De plus, la plupart des universités reçoivent des professeurs et du matériel pédagogique de leurs institutions sœurs dans des pays étrangers, et de nombreux membres du corps professoral ont une double nationalité puisqu'ils ont suivi des études supérieures ou postuniversitaires à l'étranger, ce qui favorise la mise en œuvre de programmes conjoints (c'est notamment le cas de la France) renforçant la dimension internationale du secteur. En général, les universités sont très actives dans la signature d'accords avec des partenaires étrangers, qui offrent une aide à l'élaboration de cursus et à la mise en place de programmes conjoints : les diplômes conjoints sont assez fréquents avec les institutions européennes (notamment avec la France et le Royaume-Uni), tant pour le Université Libanaise et pour les universités privées, notamment au niveau Master et post-doctorat. Le programme Erasmus+ a joué un rôle important dans la diversification de la destination des mobilités et des partenariats, y compris la coopération avec la Suède, l'Autriche, la Roumanie, la Grèce, la Pologne, l'Espagne et le Portugal.



L'internationalisation de l'enseignement Supérieur en Syrie⁷

Points forts

- Les universités privées et publiques se joignent à des initiatives de coopération internationale, et le personnel académique et administratif participe à des programmes de mobilité.
- La plupart des universités publiques ont des bureaux de relations internationales.
- L'enseignement dans les EES se fait majoritairement en arabe, avec quelques cours en anglais ou en français.
- Il n'existe aucun système de crédit dans les EES syriens.
- La seule université autorisée à dispenser un enseignement en ligne est l'Université virtuelle syrienne. De plus, l'infrastructure ou les outils d'apprentissage en ligne ne sont pas facilement disponibles.
- La guerre et l'instabilité du pays ont eu un impact énorme sur la coopération universitaire, réduisant en même temps les opportunités et l'intérêt.
- Les études à l'étranger ne sont pas reconnues et les diplômes conjoints ne sont pas possibles au niveau du premier cycle. Aux niveaux du master et du doctorat, il est possible pour les étudiants de faire de la recherche à l'étranger dans le cadre de leur programme d'études.

Après de nombreuses années de conflit, les établissements d'enseignement supérieur syriens continuent de fonctionner. L'impact le plus significatif sur le secteur de l'ES a été sur la qualité de l'enseignement dispensé et sur la capacité des EES syriens à maintenir des relations stables avec les universités étrangères du monde entier. La coopération universitaire a beaucoup souffert de l'instabilité politique, de l'effondrement des infrastructures et de l'isolement du pays.

Les EES syriens étaient autrefois partenaires de projets financés par l'Europe avec l'Allemagne, l'Espagne, la France, l'Italie et avaient plusieurs collaborations avec des universités étrangères. Récemment, les projets ont été pour la plupart clôturés, et le Bureau national Erasmus en Syrie a également fermé en 2017. La coopération commence et se met à jour le long des accords bilatéraux entre les universités, pour les échanges de personnel, la mobilité du personnel académique, la formation et le développement des compétences. De plus, en raison de la relation difficile avec l'Europe et des difficultés pour les étudiants et le personnel d'obtenir un visa pour entrer dans les États membres européens, les EES syriens

⁷ L'enseignement supérieur syrien pendant le conflit : Survie, protection et sécurité du régime, Milton (2019)



ont récemment cherché les opportunités dans d'autres pays, poursuivant des collaborations avec la Russie, l'Iran, la Chine, l'Indonésie.

Les universités syriennes ont clairement exprimé leur volonté de rétablir la coopération académique et les relations internationales avec les universités étrangères, notamment européennes. La plupart des universités (en particulier les universités publiques) se dotent de personnel et de bureaux dédiés aux relations internationales. Cependant, nous devons reconnaître que les EES syriens n'ont toujours pas de déclarations ou de stratégies écrites pour les relations internationales, et qu'aucune feuille de route officielle pour l'internationalisation n'a été conçue au nom du ministère de l'Enseignement supérieur. De plus, les Bureaux des relations internationales semblent être en concurrence les uns avec les autres pour les opportunités d'internationalisation.

La Syrie a toujours été une destination privilégiée pour les étudiants étrangers de premier cycle et de troisième cycle, en particulier pour ceux qui se spécialisent dans les études arabes et islamiques. Aujourd'hui, la mobilité ne représente qu'une toute petite partie de la vie universitaire des Syriens. La communauté internationale assume la responsabilité de la réintégration des réfugiés syriens dans l'enseignement supérieur grâce à des bourses de donateurs internationaux tels que l'UNESCO et des programmes (par exemple, DAFI), et à travers un certain nombre de projets financés par l'Union européenne tels que HOPES. Cependant, les étudiants syriens, de l'intérieur de la Syrie, n'ont pas accès à ces bourses et ont un accès limité à d'autres opportunités. La mobilité des étudiants syriens est financée par des fonds ICM de la Commission européenne et par des bourses financées par l'université elle-même ou le ministère de l'ES et réparties entre les universités publiques.

Du fait que les études à l'étranger ne sont pas formellement reconnues, la mobilité est gérée différemment dans les universités privées et publiques, et dépend du niveau d'études. Au niveau du premier cycle, la plupart des étudiants d'universités privées, issus d'un milieu aisé, sont susceptibles de partir en mobilité et de revenir en Syrie. Au contraire, dans les universités publiques, presque seuls les étudiants de master et de doctorat partent en mobilité : effectuant des recherches à l'étranger dans le cadre de leurs programmes d'études ou effectuant un stage dans une université étrangère dans le cadre de leur thèse. Il s'agit généralement d'étudiants maîtrisant l'anglais qui recherchent très probablement des opportunités de travail à l'étranger. La mobilité du personnel académique et administratif est plutôt recherchée comme un moyen d'acquérir des compétences, des compétences linguistiques et d'échanger des connaissances, dans le cadre d'accords de coopération. De manière générale, des restrictions de déplacement très fortes sont imposées aux Syriens, accompagnées d'un risque très élevé de fuite des cerveaux et de migrations sans retour ; et beaucoup sont incapables de financer leurs voyages d'apprentissage à l'étranger.



Projets antérieurs, exemples stimulants et références supplémentaires

Projets antérieurs

	Jordanie	Liban	Syrie	Multi-pays
Projets antérieurs sur l'internationalisation	<p>EQUAM (sur l'assurance qualité et le processus de Bologne) (http://equam.psut.edu.jo/Home.aspx)</p> <p>JOVITAL (https://jovital.eu/)</p>		<p>ASSUR (Erasmus Mundus) (https://erasmusmundus.univaq.it/assur/)</p>	<p>MIMI (http://www.mimiproject.org/)</p> <p>EUNIT (https://www.eunitproject.eu)</p>
Projets antérieurs sur la reconnaissance	<p>NQF-J (https://www.nqfjordan.org/what-is-the-nqf-j-project)</p>	<p>TLQAA (https://www.bau.edu.lb/International-Relations-Office/TLQAA-Project)</p> <p>TLQAA+ (http://plus.tlqaa.org/)</p> <p>QAHEL (https://www.bau.edu.lb/International-Relations-Office/QAHEL-Project)</p>		<p>RECONOW (http://www.cimea.it/it/progetti-in-evidenza/reconow/reconow-project.aspx)</p> <p>MERIC-NET (http://www.meric-net.eu/en/index.aspx)</p>
Activités d'internationalisation en cours	<p>Projets financés : http://erasmusplus-lebanon.org/content/38</p>	<p>Projets financés : http://erasmus-plus.org/jo/en/Projects</p>		<p>MED2IaH (https://med2iah.eu/)</p>
Travaux de reconnaissance actuels	<p>Jordan National Qualifications Framework, JNQF – Cadre national jordanien des certifications (http://en.heac.org.jo/?page_id=7578)</p>	<p>LEBPASS (https://lebpas.org/)</p>		



Exemples stimulants

Université germano-jordanienne

Un exemple d'expérience très réussie en Jordanie est l'Université germano-jordanienne (<http://www.gju.edu.jo/>). L'Université germano-jordanienne (GJU) est une université publique, fondée en 2005 par un décret royal, conformément à un protocole d'accord conclu entre le ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique du Royaume Hachémite de Jordanie et le Ministère Fédéral de l'Éducation et de la Recherche de la République Fédérale d'Allemagne. L'Université a été calquée sur le modèle allemand des sciences appliquées, favorisant les liens entre la Jordanie et l'Europe, en particulier l'Allemagne. L'Université offre des programmes de premier cycle et des cycles supérieurs. Les étudiants passent une partie de leur scolarité en Jordanie et une partie en Allemagne. Par exemple, les étudiants de premier cycle passent 2 ans en Jordanie et la dernière année de leur diplôme à l'étranger. La GJU est une université d'État, elle suit donc la réglementation nationale en matière d'ES et délivre un diplôme jordanien.

Accords internationaux des universités libanaises

Comme bonne pratique pour l'internationalisation du cursus, on peut citer l'accord entre l'Université de Saint-Joseph (USJ, une institution francophone) et une université américaine pour une évaluation de la maîtrise de l'anglais des étudiants de premier cycle de licence, qui ne peuvent pas obtenir leur diplôme sans le certificat d'anglais. Une autre bonne pratique a été mise en œuvre par l'Université Saint-Esprit de Kaslik, « étant le premier établissement d'enseignement supérieur privé au Liban à s'engager dans des initiatives de développement professionnel du personnel et des programmes de développement du corps professoral, principalement en coopération avec des universités britanniques et américaines, jouant ainsi un rôle clé dans la formation de personnel académique hautement qualifié dans un environnement transnational ». Les universités francophones au Liban avaient l'habitude d'avoir des doubles diplômes avec leurs universités sœurs en France, et la plupart des universités libanaises avaient l'habitude d'« emprunter » des enseignants étrangers pour dispenser des cours au Liban.

Les projets financés par l'Europe comme une opportunité pour les Syriens en Syrie

Au cours des entretiens, les personnels des universités syriennes ont insisté sur le fait qu'ils avaient l'habitude de coopérer avec des universités européennes, sous forme de masters communs dans de nombreux domaines, de l'architecture au droit international, de l'urbanisation à la restauration. Avec la guerre, ces accords de coopération ont été suspendus ou annulés. Cependant, la coopération scientifique est toujours possible et les projets financés par l'Europe peuvent représenter une opportunité pour financer la coopération académique entre les universités syriennes et les universités européennes. Nombreux, et sans aucun doute essentiels, sont les programmes destinés aux réfugiés syriens dans le monde.





Cependant, les institutions européennes doivent toujours considérer les EES syriens comme des partenaires internationaux précieux, capables d'apporter une valeur ajoutée à la coopération universitaire.

« Améliorer la gestion de l'assurance qualité dans les universités jordaniennes », EQUAM

EQuAM est un projet TEMPUS (mené entre 2012 et 2015) coordonné par l'Université de Barcelone, en Espagne, avec six universités participantes en Jordanie : l'Université de technologie Princesse Sumaya, l'Université de Yarmouk, l'Université hachémite, l'Université de Mutah, l'Université Al-Hussein Bin Talal et l'Université technique de Tafila, en plus du ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, de la Commission d'accréditation de l'enseignement supérieur et de l'Association des universités arabes. Du côté européen, les membres d'EQuAM étaient l'Association européenne pour l'assurance qualité dans l'enseignement supérieur, l'Agence nationale pour l'évaluation et l'accréditation de la qualité d'Espagne (ANECA), l'Agence pour l'assurance qualité dans le système universitaire catalan (AQU), l'Université de Tallinn, en Estonie, l'Université de Rome La Sapienza, en Italie et l'Université Montpellier 1, en France. L'objectif plus large d'EQuAM était d'améliorer la gestion de l'assurance qualité et de renforcer la capacité des bureaux d'assurance qualité dans les universités jordaniennes, afin d'aider à la création d'un modèle d'évaluation de la qualité du système d'enseignement supérieur jordanien et de soutenir les établissements d'enseignement supérieur et leurs bureaux d'assurance qualité, améliorant ainsi l'AQ interne conformément aux exigences de la commission nationale d'accréditation de l'enseignement supérieur (HEAC) nouvellement créée (à l'époque) et aux attentes internationales. Le modèle était basé sur des analyses des besoins et des capacités dans les établissements d'enseignement supérieur et sur les expériences et les meilleures pratiques de la ligne d'action d'AQ réussie du processus de Bologne. Des ateliers, des consultations et des exercices de « mise en correspondance » ont été organisés et ont contribué au développement et à l'amélioration des établissements d'enseignement supérieur jordaniens. Les expériences européennes dans l'établissement de relations productives entre les établissements d'enseignement supérieur et leurs agences d'AQ ont éclairé la mise en œuvre efficace du modèle. EQuAM a reflété l'importance des universités autonomes répondant aux attentes nationales et internationales tout en travaillant dans des contextes différents.

RecoNow

Le projet RecoNow visait à améliorer et à accroître la qualité de la mobilité des étudiants au sein des systèmes d'enseignement supérieur du Moyen-Orient et d'Europe. Le projet s'est attaqué à la faible reconnaissance des certifications étrangères comme l'un des principaux défis qui entravent la mobilité internationale des étudiants. Une expertise spécifique dans le domaine de l'évaluation des diplômes, l'accès à des informations officielles, complètes et ciblées sur les différents systèmes d'ES, les programmes d'études, les établissements et leurs





procédures de reconnaissance figurent parmi les principaux problèmes à améliorer afin de garantir des procédures de reconnaissance fluides et de favoriser la mobilité étudiante transfrontalière. Tels sont les objectifs du projet RecoNow, qui s'est déroulé de décembre 2013 à mai 2016 dans le cadre du programme Tempus. Principales activités du projet :

- Organisation d'un cours mixte pour les fonctionnaires gouvernementaux de Jordanie et de Palestine afin de leur apporter la connaissance des systèmes d'enseignement supérieur de l'UE, de comprendre les pratiques de reconnaissance et d'accroître leurs compétences pour développer et gérer des centres nationaux de reconnaissance.
- Élaboration de rapports nationaux portant sur les systèmes éducatifs en Jordanie et en Palestine, sur les établissements d'enseignement supérieur, leurs programmes et certifications dans ces pays dans le but de faciliter la circulation d'informations claires et complètes, utiles tant aux agents de reconnaissance qu'aux étudiants.
- Organisation d'une formation pour le personnel universitaire des universités jordaniennes et palestiniennes afin de renforcer leur capacité à mener à bien les procédures de reconnaissance académique afin de mettre en place des centres de reconnaissance universitaire efficaces et d'accroître la coopération entre les universités sur les questions d'enseignement supérieur.
- Élaboration de directives pour l'évaluation des établissements d'enseignement et d'enseignement à distance non traditionnels et transnationaux et de leurs certifications afin de favoriser des pratiques de reconnaissance actualisées pouvant être appliquées même aux méthodes d'enseignement les plus récentes et les plus avancées.
- Promotion et partage des résultats finaux du projet à travers une publication présentés lors de deux conférences internationales qui ont eu lieu au premier semestre 2016, en Jordanie et en Italie.

Les partenaires du projet étaient : l'Alma Mater Studiorum – Università di Bologna, en Italie – Coordinatrice du projet, le CIMEA, en Italie, l'Université de Bordeaux, en France, le Centre International d'Études Pédagogiques – CIEP, en France, l'University College Cork, en Irlande, la Higher Education Accreditation Commission, en Jordanie, l'Association of Arab Universities, en Jordanie, l'Université de Jordanie, en Jordanie, l'Université de technologie Princess Sumaya, en Jordanie, l'Université de Petra, en Jordanie, le Ministère jordanien de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique, en Jordanie, le Ministère palestinien de l'éducation et de l'enseignement supérieur, en Palestine, l'Université de Birzeit, en Palestine, l'Université nationale An-Najah, en Palestine, le JCP Srl, en Italie.

LEBPASS, le supplément au diplôme libanais

La mise en œuvre du projet LEBPASS a débuté en 2019 et se termine en 2022. Il vise à promouvoir le système d'enseignement supérieur au Liban en engageant les universités, les diplômés, les employeurs et d'autres parties prenantes dans la délivrance d'un supplément au diplôme qui pourrait traduire les certifications et les compétences des étudiants et des réfugiés diplômés des établissements d'enseignement supérieur libanais. Les principaux résultats sont résumés comme suit :

- Objectifs éducatifs clairs et résultats des étudiants pour les programmes d'études





- Principes de génération d'un supplément au diplôme similaires à ceux adoptés en Europe
- Un centre national d'information qui supervise la délivrance des suppléments au diplôme libanais et sensibilise à ses avantages pour les étudiants et les réfugiés
- Une plateforme « LEBPASS » qui comprend le module Supplément au diplôme et d'autres modules connexes

Le projet est conçu en s'inspirant de l'expérience Europass. En 2003, le communiqué de Berlin du processus de Bologne a cherché à apporter plus de cohérence aux systèmes d'enseignement supérieur à travers l'Europe et a imposé à tous les établissements d'enseignement supérieur l'obligation de délivrer le supplément au diplôme à tous les étudiants diplômés à partir de 2005. Le supplément au diplôme est devenu de plus en plus un élément obligatoire de chaque diplôme dans les programmes de licence et de master en Europe.

Objectifs du projet :

- Fournir des informations exactes, justes et à jour sur les certifications d'un individu
- Favoriser la mobilité et l'accès à la poursuite d'études et à l'emploi à l'étranger
- Fournir des informations justes et informées sur le système d'enseignement supérieur libanais
- Faciliter la reconnaissance académique et professionnelle augmentant ainsi la transparence des certifications

Parmi les résultats attendus du projet LEBPASS :

- Assurer des programmes académiques durables avec des objectifs éducatifs clairs et des résultats pour les étudiants capables de respecter les exigences du supplément au diplôme
- Développer des principes pour générer un supplément au diplôme
- Créer une plateforme rationnelle intégrant le module Supplément au diplôme
- Faire adopter le module Supplément au diplôme par la DGHE, les universités partenaires et progressivement d'autres universités au Liban
- Établir un centre national qui supervise les procédures, la mise en œuvre et la durabilité du supplément au diplôme
- Sensibiliser les étudiants, les réfugiés, les employeurs et les prestataires de services d'éducation à l'importance et aux avantages du supplément au diplôme

Impact attendu au niveau institutionnel :

- Plus de sensibilisation sur l'importance de fournir un LEBPASS à l'étudiant
- Alignement du cadre avec les politiques institutionnelles liées à l'obtention du diplôme, aux règles académiques, etc.
- Influencer les stratégies institutionnelles et les services de soutien aux étudiants
- Langage commun au sein et entre les institutions
- Des informations précises et à jour sur les certifications des étudiants
- Reconnaissance académique et transparence
- Augmentation de la mobilité étudiante

Impact attendu au niveau national :

- Langage commun pour les différents systèmes de crédits existant au Liban





- Création d'un Centre National d'Information pour la reconnaissance
- Disposer d'experts et d'évaluateurs pour réviser les suppléments au diplôme
- Mobilité et accès à la poursuite d'études et à l'emploi à l'étranger
- Fournir une information juste et éclairée relative aux certifications
- Reconnaissance académique et professionnelle augmentant la transparence des certifications
- Création d'une plateforme nationale commune pour les diplômés afin de rendre leurs certifications visibles au monde.





Références supplémentaires

Ressources régionales

- Flux mondial d'étudiants de l'enseignement supérieur de l'UNESCO, Institut de statistique de l'UNESCO : <http://uis.unesco.org/en/uis-student-flow>
- Internationalisation de l'enseignement supérieur au Moyen-Orient et en Afrique du Nord, CMI : https://www.cmimarseille.org/sites/default/files/newsite/online_english_tertiary_education_report_2.pdf
- L'internationalisation de l'enseignement supérieur en Méditerranée, tendances actuelles et perspectives <https://ufmsecretariat.org/publication-speech/internationalisation-of-higher-education-mediterranean/>
- Convention mondiale sur la reconnaissance des qualifications relatives à l'enseignement supérieur <https://en.unesco.org/themes/higher-education/recognition-certifications/global-convention>
- Les États arabes adoptent la Convention révisée sur la reconnaissance des études, diplômes et grades de l'enseignement supérieur <https://en.unesco.org/news/arab-states-adopt-revised-convention-recognition-studies-diplomas-and-degrees-higher-education>
- Passeport des certifications de l'UNESCO pour les réfugiés et les migrants vulnérables <https://en.unesco.org/themes/education-emergencies/certifications-passport>

Jordanie

- Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique Jordanie : <http://www.mohe.gov.jo/en/Pages/default.aspx>
- Commission d'accréditation et d'assurance qualité des établissements d'enseignement supérieur : <http://www.heac.org.jo/>
- Le Fonds de soutien à la recherche scientifique : <http://www.srf.gov.jo/>
- Délégation de l'Union européenne en Jordanie : http://eeas.europa.eu/delegations/jordan/index_ar.htm
- Présentation du système d'enseignement supérieur – Jordanie https://eacea.ec.europa.eu/sites/eacea-site/files/countryfiches_jordan_2017.pdf
- Erasmus+ pour l'enseignement supérieur – Fiche descriptive Jordanie : https://ec.europa.eu/assets/eac/erasmus-plus/factsheets/neighbourhood/jordan_erasmusplus_2019.pdf
- Étudier en Jordanie : <http://rce.mohe.gov.jo/studyinjordan/en/>
- SPESRE Jordanie : <https://supporthere.org/page/higher-education-jordan>
- Universités reconnues par le MHESR pour les collaborations internationales : <http://rce.mohe.gov.jo/en/RecognizedUniversities>





- Réseau des étudiants internationaux JUST : <https://www.facebook.com/ISNJUST/>
- Cadre national jordanien des certifications
<http://jnqf.heac.org.jo/?v=5.20.10.28.2&url=en/Home>
- Liste des EES jordaniens dispensant des cours en anglais : <http://erasmus-plus.org.jo/en/For-Students/EES-in-Jordan-that-Offer-Study-Programmes-in-English>

Liban

- Ministère de l'Education Nationale et de l'Enseignement Supérieur
<https://www.mehe.gov.lb/en/>
- Conseil National de la Recherche Scientifique :
<http://www.cnrs.edu.lb/english/about/the-cnrs-overview>
- Présentation du système d'enseignement Supérieur – Liban :
http://eacea.ec.europa.eu/erasmus-plus/library/overview-higher-education-system-in-partner-countries-regions-1234-and-7_en
- Erasmus+ pour l'enseignement supérieur – Fiche descriptive Liban :
https://ec.europa.eu/assets/eac/erasmus-plus/factsheets/neighbourhood/lebanon_erasmusplus_2019.pdf
- SPESRE Liban : <https://supporthere.org/page/higher-education-lebanon>
- Comité d'équivalence :
<https://www.mehe.gov.lb/en/Pages/Transactions/Committee.aspx>

Syrie

- Ministère de l'Enseignement Supérieur [AR] :
<http://www.mohe.gov.sy/mohe/index.php>
- Erasmus+ pour l'enseignement supérieur – Fiche descriptive Syrie :
https://ec.europa.eu/assets/eac/erasmus-plus/factsheets/neighbourhood/syria_erasmusplus_2019.pdf
- Présentation du système d'enseignement Supérieur – Syrie :
https://eacea.ec.europa.eu/sites/eacea-site/files/countryfiches_syria_2017.pdf





Mobilité dans les pays du Levant

Se rendre dans les pays du Levant

Se rendre en Jordanie et/ou au Liban depuis l'Europe ne nécessite pas de long processus de demande de visa. Au lieu de cela, pour les deux pays, il est possible de demander et d'obtenir un visa simplement à l'aéroport à l'arrivée dans le pays. Les voyageurs peuvent demander un visa d'entrée unique, pour un court séjour (maximum 1 mois), en payant des frais. Les fonctionnaires délivrant le visa peuvent demander à voir une réservation d'hébergement, une réservation de vol aller-retour et un relevé bancaire (comme preuve de la capacité du voyageur à payer son séjour dans le pays). Depuis peu, la documentation sanitaire est également requise pour faire face à la réglementation liée à la pandémie de COVID-19. Le coût du visa est d'environ 50 à 100 euros.

Aller en Europe

Les voyages en Europe pour les étudiants et le personnel des établissements d'enseignement supérieur du Levant, et plus généralement pour les ressortissants de pays tiers, sont régis par la directive 2016/801. La directive (UE) 2016/801 du Parlement européen et du Conseil du 11 mai 2016 fixe les conditions d'entrée et de séjour des ressortissants de pays tiers à des fins de recherche, d'études, de formation, de volontariat, d'échanges d'élèves ou de projets d'études et de séjours au-pair. Lien vers le texte de la directive ici : <https://eur-lex.europa.eu/eli/dir/2016/801/oj>.

En règle générale, un visa est nécessaire pour entrer en Europe pour une durée déterminée et pour un motif justifié. Le visa est délivré par l'Ambassade et/ou le Consulat en Jordanie, au Liban, en Syrie. Pour obtenir le visa, les voyageurs doivent respecter certaines conditions, telles que la justification du motif réel du voyage, la capacité financière de financer la mobilité ainsi que le séjour à l'étranger, une assurance délivrée pour le voyage, dans certains cas une lettre d'invitation au nom des institutions européennes accueillant l'étudiant/l'enseignant/le membre administratif. De plus, la procédure de visa est souvent assez coûteuse. La délivrance d'un visa demande du temps dans la plupart des cas, et le visa peut être refusé si le voyage n'est pas considéré comme dûment justifié.





Flux de mobilité entrant et sortant de Jordanie

- Les flux de mobilité (entrants et sortants) ont augmenté de manière notable entre les périodes 2014/15 et 2018/19, tant pour les étudiants que pour le personnel (académique et administratif).
- Principal financeur de la mobilité : la Commission européenne.
- Portée géographique de la mobilité : Belgique, Allemagne, Italie, Espagne, Royaume-Uni.
- Mobilité des étudiants principalement au niveau Licence.
- Mobilité du personnel principalement pour le personnel académique, enseignant les sciences dures.
- Le pourcentage de femmes en mobilité a augmenté au fil des ans.

Flux de mobilité entrant et sortant du Liban

- Les flux de mobilité (entrants et sortants) ont été profondément affectés par les événements récents, notamment l'explosion dans le port libanais qui a réduit le fonctionnement de plusieurs EES.
- Financeurs de la mobilité : Commission européenne, entreprises privées, organisations internationales.
- Portée géographique de la mobilité : France, Belgique, Italie, Allemagne, Espagne, Royaume-Uni.
- Les échanges d'étudiants portent majoritairement sur des crédits, mais la mobilité pour les diplômes augmente, ce qui est cohérent avec la délivrance de doubles diplômes avec les institutions européennes.
- La répartition par sexe des étudiants en mobilité est équilibrée.
- Les étudiants sont impliqués dans la mobilité principalement aux niveaux licence et master.
- La mobilité académique se produit dans de nombreux domaines, et principalement avec des universités sœurs en Europe.

Flux de mobilité entrant et sortant de la Syrie

- Les flux de mobilité sont très limités, en raison de la situation de guerre et de quasi-guerre du pays depuis de nombreuses années. Alors que la mobilité entrante est quasi nulle, les flux sortants se poursuivent.
- Financeur de la mobilité : fonds internationaux, EES et ministère national de l'ES.
- Étendue géographique de la mobilité : en raison des difficultés récentes des échanges avec l'Europe (en termes de visa et d'opportunités), les EES syriens envisagent principalement des échanges avec la Russie, l'Iran et la Chine.





- Pendant les études de premier cycle, ce sont surtout les étudiants des universités privées qui partent en mobilité, tandis que les étudiants des universités publiques partent en mobilité pendant leur master ou leur doctorat, dans le cadre d'un stage.
- La mobilité du personnel académique et administratif est continue et est très bien reconnue par les EES en termes de prestige et de réputation, étant socialement et culturellement valorisée.





Comment sont **financées** les activités d'internationalisation ?

Organisations internationales et opportunités de financement :

- Programme Erasmus+ de la Commission européenne :
<https://erasmus-plus.ec.europa.eu/>
- Programme Horizon Europe de la Commission européenne :
https://ec.europa.eu/info/research-and-innovation/funding/funding-opportunities/funding-programmes-and-open-calls/horizon-europe_en
- Programme du Fonds Asile, Migration et Intégration de la Commission européenne :
https://ec.europa.eu/home-affairs/funding/asylum-migration-and-integration-funds/asylum-migration-and-integration-fund-2021-2027_en
- Partenariat pour la Recherche et l'Innovation en Méditerranée (PRIMA) :
<https://prima-med.org/what-we-do/>
- Agence universitaire de la Francophonie Moyen-Orient :
<https://www.auf.org/moyen-orient/nouvelles/appels-a-candidatures/>
- Fonds des ministères nationaux de l'enseignement supérieur
- Fonds d'entreprises internationales et de fondations privées
- Appel à propositions HOPES-LEB pour soutenir des projets de formation et de renforcement des capacités :
<https://www.hopes-madad.org/annoncementsecond-round/?fbclid=IwAR0OxrBLEW0s8-YHrA0ks80QF4TK6GwbtG57-cnFlcjejAaJqYTGIT-kTcw>





Quels sont les **principaux acteurs** de la coopération entre l'Europe et le Levant ?

Liste des établissements d'enseignement supérieur en Jordanie : <http://rce.mohe.gov.jo/studyinjordan/en/>

Liste des établissements d'enseignement supérieur au Liban : <http://erasmusplus-lebanon.org/content/24>

Liste des établissements d'enseignement supérieur reconnus en Syrie : <http://mohe.gov.sy/mohe/> (en Arabe)

Autres acteurs pertinents pour la coopération entre l'Europe et le Levant :

- Réseau arabe pour l'assurance qualité dans l'enseignement supérieur (ANQAHE) : <http://www.anqahe.org/index.html>
- Association des Universités Arabes (AARU) : <http://www.aaru.edu.jo/en/english/NewHome.aspx>
- Réseau d'étudiants Erasmus (ESN) : <https://www.esn.org/>
- Bureau de l'UNESCO à Beyrouth : <https://en.unesco.org/fieldoffice/beirut/about>
- Bureau de l'UNESCO à Amman : <https://en.unesco.org/fieldoffice/amman/about>
- Union pour la Méditerranée : <https://ufmsecretariat.org/>
- Association Internationale des Universités (IAU) : <https://www.iau-aiu.net/>
- Association universitaire européenne (EUA) : <https://eua.eu/>
- Bureau national Erasmus+ Plus en Jordanie : <http://erasmus-plus.org.jo/en/>
- Bureau national Erasmus+ Plus au Liban : <http://erasmusplus-lebanon.org/>
- Service allemand d'échanges universitaires (DAAD) : <https://www.daad.de/en/>
- Agence universitaire de la Francophonie (AUF) : <https://www.auf.org/>
- Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR) : <https://www.unhcr.org/>
- Association européenne pour l'éducation internationale (EAIE) : <https://www.eaie.org/>
- Union des Universités de la Méditerranée (UNIMED) : <https://www.uni-med.net/>
- Réseaux ENIC-NARIC : <https://www.enic-naric.net/index.aspx>
- Agence exécutive Éducation, audiovisuel et culture (EACEA) : https://www.eacea.ec.europa.eu/index_en
- Délégation de l'Union européenne en Jordanie : https://eeas.europa.eu/delegations/jordan/1356/about-eu-delegation-jordan_en
- Délégation de l'Union européenne au Liban : https://eeas.europa.eu/delegations/lebanon_en
- Délégation de l'Union européenne en Syrie : https://eeas.europa.eu/delegations/syria_en





- Banque mondiale : <https://www.worldbank.org/en/home>
- NUFFIC, l'organisation néerlandaise pour l'internationalisation de l'enseignement supérieur :
<https://www.nuffic.nl/en>
- Conseil britannique : <https://www.britishcouncil.org/>

Domaines d'intérêt pour les EES du Levant

D'après les réponses aux enquêtes et entretiens du projet PELIARQ, les universités levantines ont intérêt à développer une coopération principalement autour de :

- La numérisation et l'apprentissage en ligne
- Les cadres de qualification et les procédures d'accréditation
- L'enseignement de la santé, de la pharmacie
- Les technologies de l'information et de la communication
- Les affaires et la finance
- Les arts et les sciences humaines
- Les sciences naturelles
- Les programmes d'employabilité et d'EFTP
- L'ingénierie
- Les études environnementales, les énergies renouvelables, la transition verte

Les priorités des EES Levantins pour leurs activités d'internationalisation sont :

- Le partage des connaissances et l'avancement de la recherche
- La mobilité des étudiants et du personnel
- Le co-encadrement de doctorants et les programmes postdoctoraux conjoints
- La mise en place de co-diplômes et/ou de doubles diplômes avec les EES européens
- La numérisation de l'éducation
- La coopération interdisciplinaire
- La avec les agences d'assurance qualité en Europe





Les voies à suivre

Même si les trois pays ont des caractéristiques et des différences uniques, il existe quelques éléments communs en matière d'internationalisation. Alors que les EES européens prévoient des activités de coopération avec le Levant, ils doivent garder à l'esprit ces caractéristiques communes :

- Les programmes de la Commission européenne sont les principaux mécanismes de financement de la région Euro-Med, offrant des opportunités d'échange, de mobilité, de renforcement des capacités, de recherche et de développement de programmes conjoints.
- Le personnel administratif des universités levantines, et en général le personnel dédié aux activités internationales, peut être très bien préparé à gérer des fonds et des opportunités, mais peut aussi être très inexpérimenté et nécessiter un soutien supplémentaire pour participer pleinement à des projets de coopération et à des initiatives internationales. .
- Il existe une réalité très fragmentée en ce qui concerne les cadres de reconnaissance et de certification des crédits. Alors qu'à long terme, les trois pays seraient invités à promouvoir et à mettre en œuvre des réformes structurelles, à court terme, les institutions européennes devraient envisager de définir des accords d'apprentissage sur mesure, des accords bilatéraux interuniversitaires et des normes d'évaluation mutuelle et de reconnaissance des crédits.
- La langue est souvent perçue comme un problème, alors qu'elle peut être considérée comme une ressource. Les universitaires jordaniens et syriens ont une connaissance fiable de l'anglais, et les EES libanais sont habitués à travailler en anglais et en français. De plus, les établissements levantins peuvent être une ressource en matière d'études islamiques et de langue arabe.

Les opportunités ouvertes par la dimension numérique de l'enseignement

Le point positif de la récente pandémie de COVID-19 a été que de nombreux EES ont été contraints d'évoluer plus rapidement vers la numérisation et l'utilisation des outils TIC dans l'éducation, pour compenser les restrictions de mouvement et la vie en présence. La dimension numérique de l'enseignement a également eu un impact sur les activités d'internationalisation, qui ont connu un grand arrêt (il était impossible d'effectuer des mobilités et d'organiser des symposiums et des événements internationaux, ainsi que des activités de formation et de projet). La mobilité virtuelle, les échanges virtuels, les pratiques





d'internationalisation à domicile ont été développés davantage en réponse aux limitations causées par la crise du COVID-19.

L'intégration de la dimension numérique a ouvert de nouvelles opportunités pour les universités, élargissant l'offre éducative et poussant les décideurs nationaux, parfois réticents à reconnaître pleinement l'apprentissage en ligne, à s'adapter aux changements.

Des méthodes d'apprentissage innovantes et l'utilisation d'outils TIC ont complété d'autres dimensions de l'internationalisation et ont le potentiel d'offrir aux établissements d'enseignement supérieur des outils supplémentaires pour se relier les uns aux autres. Les EES européens désireux de coopérer avec les EES en Jordanie, au Liban et en Syrie, ne devraient pas exclure les possibilités de passer au numérique, avec des professeurs donnant des conférences à des kilomètres à travers un écran, favorisant la cotutelle à distance d'étudiants en master et en doctorat, intégrant la mobilité virtuelle et les échanges virtuels dans leurs programmes.

Il convient de mentionner quelques cas allant dans ce sens : La Jordanie a été le premier pays sud-méditerranéen en termes de participation au programme européen d'échange virtuel ; Le Liban et la Syrie s'ouvrent au développement du modèle COIL – Apprentissage international collaboratif en ligne, qui peut amener les professeurs à concevoir leurs cours en ligne, après les avoir dispensés dans différentes parties du monde.

